



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles
d'Île-de-France**

Conservation régionale des monuments historiques

CATHÉDRALE NOTRE-DAME DE PARIS (75)

RESTAURATION DE DEUX TABLEAUX :

***LA PRÉDICATION DE SAINT JEAN BAPTISTE DANS LE DESERT, DE
JOSEPH PARROCEL***

N° D'INVENTAIRE DU MUSÉE DU LOUVRE : M.I. 319

LE CHRIST GUERISSANT LE PARALYTIQUE, DE BON BOULLOGNE

N° D'INVENTAIRE DU MUSÉE DU LOUVRE : M.I. 304

DÉPÔTS DU MUSÉE DU LOUVRE

MARCHE PUBLIC DE SERVICES SPECIFIQUES

Passé en application des articles L.2124-1 et L.2124-2, aux articles R.2124-1 et R.2124-2 du Code de la commande publique

Cahier des clauses techniques particulières

SOMMAIRE

1	Objet du marché – Dispositions générales	3
1.1	Objet du marché	3
1.2	Tranches	3
1.3	Conditions d'exercice des prestations	3
1.4	Moyens mis à disposition du titulaire Et caractéristiques du lieu d'intervention	3
2	Prescriptions techniques	8
2.1	Contexte et généralités relatives aux prestations	8
2.2	Cadre normatif et recommandations applicables	9
2.3	caractéristiques de <i>la prédication de saint jean-baptiste dans le désert</i> , de Joseph Parrocel, 1693, m.i. 319	9
2.4	caractéristiques du <i>christ guÉRissant le paralytique</i> , de Bon Boullogne, 1678, M.I. 304 ...	11
2.5	Prescriptions techniques.....	12
3	Dossier de restauration.....	15
3.1	Calendrier	15
4	Liste des annexes	17

1 OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHE

Le présent marché concerne l'opération suivante :

Cathédrale Notre-Dame de Paris
Restauration de deux tableaux
***La Prédication de Saint Jean Baptiste dans le désert*, de Joseph Parrocel**
n° d'inventaire du musée du Louvre : M.I. 319

***Le Christ guérissant le paralytique*, de Bon Boullogne**
n° d'inventaire du musée du Louvre : M.I. 304

Dépôts du musée du Louvre

1.2 TRANCHES

Le présent marché fait l'objet d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle.

1.3 CONDITIONS D'EXERCICE DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engageant à une obligation de résultat, il lui appartient de définir en fonction des informations fournies par le pouvoir adjudicateur, les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. Le titulaire s'engage, si cela était nécessaire pour mener à bien sa mission, à augmenter ses moyens techniques et l'effectif de ses équipes sans accroissement de sa rémunération.

Toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution des prestations confiées sont réputées incluses dans le marché, y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique, et sauf exclusion expresse. Le titulaire est tenu à une **obligation de conseil** portant sur tous les aspects du service qui lui est confié, qui sera entendue de la manière la plus générale qui soit et l'obligera à attirer l'attention de la personne publique dans des délais raisonnables sur toutes les difficultés ou questions ressortant de sa spécialité, quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une stipulation particulière du marché.

1.4 MOYENS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE ET CARACTERISTIQUES DU LIEU D'INTERVENTION

Le musée du Louvre met à disposition du pouvoir adjudicateur des espaces dans l'un des ateliers de très grand format (A11 ou A7), situés au centre de conservation du Louvre, à Liévin, y compris les équipements associés et les espaces annexes (vestiaire, sanitaires, espace de vie – salle de repas). En outre, les prestations de manutention sont prises en charge par le centre de conservation.

Les locaux se situent à l'adresse suivante :

Centre de conservation du Louvre

2, parking Jaurès
62800 LIEVIN

Pour tous les aspects liés à l'utilisation, l'accès ou au règlement du CCL, les interlocuteurs du titulaire sont :

Eleonora.Canu@louvre.fr

Marie-Lys.Marguerite@louvre.fr

La description de l'atelier des très grands formats se situe en annexe 1 du présent CCTP.

Le CCL peut mettre à disposition des restaurateurs, sur demande préalable, durant la période d'intervention, en fonction de la disponibilité du matériel :

- des tables de travail réglables en hauteur (1x2 mètres ou 2x2 mètres en fonction de l'atelier réservé, 8 tables en fonction de leur disponibilité)
- 1 lampe-loupe
- 1 desserte
- 1 armoire grillagée fermant à clefs
- Poubelles et sacs poubelles
- Bacs pour élimination des déchets souillés chimiquement (solvants, etc.)
- Eau déminéralisée
- 1 pont de travail roulant
- 1 table de travail de très grand format

En outre, des équipements complémentaires peuvent être mis à disposition **ponctuellement et sur demande préalable** auprès du service de la régie des œuvres (SRO) du CCL :

1. tables supplémentaires,
2. ensouple
3. tréteaux, trainards, chariots à ridelles, chevalets, etc.
4. consommables de conditionnement et de conservation tels que mousses, kraft, tyvek, etc.
5. transpalettes

Toutes les boissons ou nourritures sont interdites à l'intérieur de l'atelier.

Un état des lieux contradictoire de l'atelier et des équipements mis à disposition sera réalisé entre le représentant du prestataire et un représentant du CCL en amont du début des opérations, et à la fin des opérations, après le repli de chantier.

LIEU D'INTERVENTION ET MODALITES D'ACCES

Le CCL est ouvert de **8h45 à 17h30 du lundi au vendredi**. L'accès au Centre est possible en dehors de ces horaires, uniquement sur demande préalable expresse et motivée, et après accord du service bâtiment et sécurité (SBS) du CCL.

L'accès au CCL est soumis au pré-requis suivant : le prestataire devra annoncer sa venue au moins **72h à l'avance par mail** en indiquant les noms et identités de tous les intervenants. Le

DRAC IdF – CRMH – Cathédrale Notre-Dame de Paris - Restauration des tableaux M.I. 319 et M.I. 304
CCTP

titulaire devra transmettre au plus tard une semaine avant le début des interventions la liste des personnels amenés à travailler sur le chantier, ainsi que les photos au format jpeg.

Chaque membre du personnel intervenant (y compris les sous-traitants) doit impérativement produire, à la première demande de badge, un **bulletin n°3 de casier judiciaire**. Dans le cas où ce document ne serait pas « vierge de toute condamnation » incompatible avec l'exercice de ses missions au CCL, la directrice déléguée du CCL statuera sur son autorisation d'emploi sur le site.

Chaque intervenant devra présenter lors de ses entrées sur site, un justificatif d'identité. Le titulaire est tenu à une obligation de discrétion vis-à-vis des procédures de contrôle des accès. En vertu de la RGPD, ces documents ne sont pas conservés par le CCL et seront à présenter aux agents de sécurité contre remise du badge individuel.

En vertu de l'article 777 du Code de procédure pénale (CPP), ce bulletin n° 3 doit être réclamé par la personne qu'il concerne, et ne peut, en aucun cas, être délivré à un tiers.

En pratique, l'intéressé doit adresser sa demande à l'adresse suivante :

CASIER JUDICIAIRE NATIONAL

107 rue du Landreau 44317 NANTES CEDEX 3

Il peut également adresser sa demande en ligne à l'adresse internet suivante :

<https://casier-judiciaire.justice.gouv.fr/>

Accès

L'accès au Centre de conservation se fait **exclusivement depuis l'entrée piétonne située au 2 parking Jean-Jaurès**. Après s'être annoncé à l'interphone se trouvant en haut des escaliers et avoir pénétré à l'intérieur du bâtiment, un badge nominatif de circulation et un téléphone sans fil (nommé DECT) sont remis, contre une pièce d'identité, pour la journée. Ces deux éléments devant être restitués quotidiennement au PC sécurité au moment du départ (badge à chaque sortie du bâtiment).

Le port visible du badge est obligatoire dans l'enceinte de l'établissement. Il est rappelé que l'accès au site peut être refusé à toute personne ne pouvant satisfaire à un contrôle d'identité. La perte de badge doit être immédiatement signalée à Marie-Lys.Marguerite@louvre.fr.

Repas

Le musée du Louvre possède des accords avec des traiteurs locaux. Ainsi, une livraison quotidienne de plateaux repas chaud ou froid a lieu au CCL. Le titulaire pourra bénéficier de ce service, moyennant règlement des plateaux commandés (coût 17, 50 € euros par repas). Les commandes et le règlement (uniquement espèces ou chèque à l'ordre du traiteur), seront à effectuer auprès du Service administratif et financier (SAF) du CCL.

Pour information, l'espace repas du CCL et la cuisine du personnel, comprenant micro-ondes, plaques de cuisson, réfrigérateur/congélateur et lave-vaisselle sont également mis à disposition du titulaire.

Vestiaire

Le CCL dispose de vestiaires hommes/femmes, avec sanitaires (douches) et casiers pouvant être mis à disposition temporairement pour les prestataires le temps du chantier (prévoir des cadenas). Le CCL ne fournit pas les EPI aux intervenants extérieurs.

Pour les livraisons de matériel et marchandises :

L'accès au quai de livraison marchandises est possible, sous réserve d'en avoir fait la demande **au plus tard 72h à l'avance**, et d'avoir transmis l'immatriculation du véhicule, nom de la société de transport et/ou du/des chauffeurs. Après déchargement, le véhicule ne peut stationner à l'intérieur de l'aire de livraison, et doit stationner sur le parking public gratuit où se situe l'entrée principale du bâtiment.

L'ensemble des matériaux, matériels, mobiliers, etc. sera à livrer à l'aire de livraison du Centre de conservation du Louvre à une date fixée conjointement entre le titulaire et le musée, compte tenu des contraintes d'accès et des délais d'exécution des prestations.

L'aire de livraison unique est située à l'adresse suivante :

Centre de conservation du Louvre-Liévin
17 rue du Docteur Piette
62800 Liévin

La réception des matériaux, matériels, mobiliers, etc. est effectuée par les agents du CCL de 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi avec l'accompagnement obligatoire du titulaire. Toute modification de créneau horaire à la demande du titulaire devra être acceptée au préalable par le Service Bâtiment et Sécurité du CCL (Vincent.Delannoy@louvre.fr / cc : Laurent.Ricard@louvre.fr).

1.4.1 Dispositions en matière d'hygiène et de sécurité – Plan de prévention

En application du décret n°92-158 du 20 février 1992, complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, ce chantier nécessite la réalisation d'un plan de prévention entre l'EPML, le pouvoir adjudicateur (DRAC Ile-de-France) et le titulaire du marché. A l'occasion de la réunion de début de marché, une visite d'inspection commune, préalable au début d'exécution des prestations sera effectuée.

Lors de cette visite, devront être présents les représentants de l'EPML, de la DRAC Ile-de-France et le titulaire du marché, afin d'analyser les risques encourus sur le chantier et décider des mesures de prévention à prendre, en rédigeant un plan de prévention.

Le plan de prévention sera rédigé pour toute la durée du marché

A cette occasion, le titulaire du marché devra fournir l'ensemble des documents suivants : la liste du personnel ; la copie de toutes les habilitations électriques et/ou de conduite d'engins des personnes intervenant sur site ; la liste des équipements et matériels utilisés et leurs certificats de conformité éventuels ; les coordonnées du médecin du travail ; la liste des produits chimiques (par exemple les solvants) utilisés et leurs fiches de données de sécurité correspondantes.

A l'issue de la visite, le représentant de l'EPML, le représentant de la DRAC Ile-de-France et le titulaire du marché conserveront chacun un (1) exemplaire de ce document et il sera considéré comme étant en application dès son élaboration, même s'il demeure provisoire.

En effet, ce plan sera considéré comme provisoire le temps d'être soumis à l'avis d'experts de l'EPML. Si des modifications sont nécessaires, elles seront intégrées par le biais d'un additif au plan de prévention, et elles devront être appliquées immédiatement par le titulaire du marché. La version définitive de ce plan de prévention et son additif éventuel, une fois signés par la directrice déléguée du CCL, seront envoyée en lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire du marché.

Le titulaire est tenu de prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité des biens, l'hygiène, la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur, ainsi que celles qui sont prescrites dans ces mêmes domaines par le règlement intérieur de l'établissement.

Le titulaire s'engage à :

6. Fournir le plus tôt possible la liste de ses sous-traitants et faire parvenir aux représentants du CCL leur plan de prévention spécifique à la nature des travaux confiés à :
 - l'harmonisation de leurs différents plans de prévention,
 - la formation du personnel de chaque sous-traitant,
 - la préparation à l'inspection préalable du démarrage des prestations et de l'établissement du Plan de Prévention Commun.
7. Dispenser aux salariés qu'il affecte à l'exécution des prestations, la formation nécessaire à assurer leur sécurité en prenant notamment en compte les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés, tant pour les risques liés à la présence de plusieurs entreprises, que pour ceux résultants de l'activité tels que définis dans le plan de prévention et ses additifs, notamment en ce qui concerne :
 - les alarmes de sécurité,
 - le travail en hauteur,
 - l'encombrement de passages,
 - les zones interdites,
 - l'utilisation des prises de courant destinées au raccordement des outils,
 - l'utilisation des chaussures isolantes quand cela est nécessaire,
 - la demande de « permis feu » et autorisations nécessaires en fonction du type de travaux effectués.

Les attestations des habilitations réglementaires (électrique, CACES, travaux en hauteur/toiture, etc.) du personnel du titulaire sont transmises dès sa mise en place pour l'établissement du « Plan de Prévention » pour les travaux en hauteur et/ou les « Permis Feu ».

Il est précisé que le CCL fournira des téléphones numériques sans fil DECT équipé de surveillance des travailleurs isolés (PTI)

Le titulaire est responsable de la prise en compte et de l'application de ces prescriptions.

1.4.2 Devoir de vigilance et d'alerte

Du fait de leur présence physique sur le site de l'Atelier, les représentants du titulaire et les personnes qui interviennent pour son compte occupent une position privilégiée pour interagir avec le centre de conservation du Louvre et les personnes qui interviennent pour son compte. Ainsi, ils alertent le centre de conservation du Louvre ou les personnes qui interviennent pour son compte, en doublant cette alerte par une information écrite du pouvoir adjudicateur, pour les sujets suivants :

8. tout sujet relatif à la sécurité ou la sûreté sur le site ;
9. la maintenance, l'entretien ou toute intervention technique assurés par le centre de conservation du Louvre au titre des équipements qu'il met à disposition ;
10. tout sujet relatif aux conditions climatiques ;

Les personnes qui interviennent pour le compte du titulaire sont elles-mêmes tenues, lorsqu'elles sont présentes sur site, de vérifier quotidiennement l'état de l'intérieur des armoires à solvant désignées par le CCL. Le cas échéant, elles font procéder au changement des contenus et font procéder à la vidange du bac de récupération.

Modalités des demandes de dépannage

Pendant la période de restauration de l'œuvre, le centre de conservation du Louvre s'assure du bon fonctionnement des équipements mis à disposition. Toutefois, si des pannes surviennent, le titulaire est tenu d'en avertir simultanément le centre de conservation du Louvre et le pouvoir adjudicateur.

1.4.3 Modalités des demandes de manutentions

Pendant la période de restauration des œuvres, des manutentions sont prévues avec le centre de conservation du Louvre selon les modalités suivantes ;

Dans sa proposition d'intervention le candidat a fait état d'une estimation des besoins en manutention en fonction du planning envisagé pour l'intervention.

Le titulaire précisera ces besoins au moment de la réunion de lancement de l'opération et un état des besoins sera réalisé à chaque réunion du comité de suivi, la demande étant alors transmise par l'intermédiaire du département des Peintures et via la diffusion du compte-rendu.

2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

2.1 CONTEXTE ET GENERALITES RELATIVES AUX PRESTATIONS

La Prédication de saint Jean-Baptiste de Joseph Parrocel (M.I. 319) avait été déposé par le musée du Louvre au musée des Beaux-Arts d'Arras en 1938. Il y était présenté dans la salle dédiée aux Mays depuis 1999. Il prendra place désormais dans la cathédrale Notre-Dame de Paris dans laquelle il va être déposé. Il est actuellement conservé sur châssis dans les réserves du musée du Louvre à Liévin (62).

Il prendra place désormais dans la cathédrale Notre-Dame de Paris dans laquelle il va être déposé

Le Christ guérissant le Paralytique de Bon Boullogne (M.I. 304) est conservé roulé depuis sa dépose par Viollet-le-Duc. Il a été déposé au musée des Beaux-Arts d'Arras par le musée du Louvre en

1938. Il est actuellement conservé roulé sur un rouleau avec un autre tableau (Claude-Guy Hallé, *Jésus chassant les marchands du temple*, M.I. 312) dans les réserves du musée du Louvre à Liévin (62). Au cours de la consultation des entreprises, il est présenté dans le cadre des aller-voir et visible à plat.

Les objectifs de ces deux restaurations sont à la fois conservatoires et esthétiques.

La restauration de ce tableau pourra faire l'objet d'un suivi photographique et vidéo visant à documenter l'opération. Le cas échéant, sous condition d'accord du département des Peintures, le titulaire du contrat en sera informé au préalable. Le délai de prévenant du titulaire de chaque séance sera d'une semaine minimum.

2.2 CADRE NORMATIF ET RECOMMANDATIONS APPLICABLES

Le titulaire est tenu de se conformer aux références normatives et guides pratiques ci-dessous. Toutefois, cette liste est indicative et ne saurait être considérée comme exhaustive.

11. NF EN 15898 – Décembre 2019, Conservation du patrimoine culturel – Principaux termes généraux et définitions correspondantes
12. NF EN 16853 – Juillet 2017 - Conservation du patrimoine culturel – Processus de conservation – Prise de décisions, programmation et mise en œuvre
13. NF EN 16095 – Septembre 2012 - Conservation des biens culturels – Constater l'état du patrimoine culturel mobilier
14. NF EN 15946 – Octobre 2011 - Conservation des biens culturels – Principes d'emballage pour le transport
15. NF EN 16648 – Octobre 2015 - Conservation du patrimoine culturel – Méthodes de transport
16. Guide pratique INRS ED 6049, Postes d'utilisation manuelle de solvants
17. Marchés publics de conservation-restauration de biens culturels, guide pratique. Ministère de la Culture, 2019, en particulier le chapitre 10 précisant le contenu et le statut d'un rapport d'intervention¹

2.3 CARACTERISTIQUES DE LA PREDICATION DE SAINT JEAN-BAPTISTE DANS LE DESERT, DE JOSEPH PARROCEL, 1693, M.I. 319 ²

2.3.1 Dimensions approximatives

Hauteur : 4,37 m ; Largeur : 3,25 m ;

¹ <https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Conservation-restauration/Principes-et-methodes/Marches-publics-et-conservation-restauration-des-biens-culturels>

² Cf. Notice du Musée du Louvre : <https://collections.louvre.fr/ark:/53355/cl010053112>

2.3.2 Matière et technique

- Huile sur toile
- Date de création : 1693

2.3.3 Données historiques

Historique :

Offert à la cathédrale Notre-Dame de Paris en 1693 ; mentionné adossé au mur près de la première chapelle côté cloître depuis la porte d'entrée de 1715 à 1728 ; puis sous les bas-côtés du chœur côté cloître de 1734 à 1793 (le tableau se trouvait toujours dans le bas-côté gauche du chœur selon le procès-verbal d'inventaire dressé en l'église Notre-Dame de Paris le 18 novembre 1790 (publiés par Stein, 1890) ; envoyé au musée des Monuments français avant 1795 ; transporté au dépôt de la rue de Beaune en 1798 ; envoyé au musée spécial de l'École française au château de Versailles en 1798 ; restitué à la cathédrale Notre-Dame de Paris en 1802 ; mentionné dans la chapelle Saint-Barthélémy-et-Saint-Vincent en 1821 ; donné par le chapitre de Notre-Dame de Paris au musée du Louvre en 1862 ; mis en dépôt par le Musée du Louvre au Musée des Beaux-Arts d'Arras en 1938 ; exposé de 1963 à 1982 et envisagé pour une présentation au Musée du Louvre dans les années 1990 ; restauré en 1996 ; exposé dans la nouvelle muséographie depuis 1999.

Historique matériel³ :

Restauré par Achille-René Grégoire, 1732 ; restauré par Joseph Ferdinand François Godefroid, 1781 ; décrit comme « chanci et troué dans quelques endroits » lors de son transfert au musée spécial de l'École française, 16 juin 1798 ; décision du chapitre de Notre-Dame de faire restaurer le tableau par Alphonse Giroux, 5 août 1817 (il est alors dit « très détérioré et couvert d'un chanci très épais qui a dévoyé la couleur dans beaucoup d'endroit. Il était nécessaire et instant de le faire restaurer ») ; restauré par Georges Stanislas Capados Pereira, 1844 ; proposé à la restauration par Frédéric Reiset, 26 août 1862 ; rentoilé par Emile Mortemart, 1863 ; consolidation du support par Jean-François Bardez, 1996 ; restauration fondamentale de la couche picturale par Alain Jarry, Madeleine Fabre et Michel Jeanne, novembre 1996-juin 1997.

Propriétaire : État

Affectataire : Musée du Louvre, Département des Peintures

Dépositaire : DRAC Île-de-France

Les rapports de la restauration effectuée en 1996-1997, du démontage, roulage et remontage effectué en 2024 et le constat d'état établi en 2024 sont joints en annexes de ce présent marché.

³ Recherches par Oriane Lavit en s'appuyant sur l'ouvrage de Delphine Bastet, les archives nationales, les archives de Notre-Dame et le dossier du C2RMF.

2.4 CARACTERISTIQUES DU CHRIST GUÉRISANT LE PARALYTIQUE, DE BON BOULLOGNE, 1678, M.I. 304 ⁴

2.4.1 Dimensions approximatives

Hauteur : 4,35 m ; Largeur : 3,55 m ;

2.4.2 Matière et technique

- Huile sur toile
- Date de création : 1678

2.4.3 Données historiques

Historique :

Offert à la cathédrale Notre-Dame de Paris en 1678 ; mentionné dans la nef du côté archevêché depuis la croisée du transept de 1715 à 1728 ; mentionné dans la nef du côté du cloître depuis la croisée du transept de 1734 à 1793 ; envoyé au musée des Monuments français en 1793 ; remis au Musée central des arts de 1796 à 1797 ; envoyé au musée spécial de l'École française au château de Versailles en 1798 ; restitué à la cathédrale Notre-Dame de Paris en 1802 ; mentionné dans la chapelle Saint-Jacques-Saint-Crépin-Saint-Crépinien en 1821 ; et mentionné dans la chapelle Saint-Georges-et-Saint-Blaise en 1844 ; donné par le chapitre de Notre-Dame de Paris au Musée du Louvre en 1862 ; mis en dépôt par le Musée du Louvre au Musée des Beaux-Arts d'Arras en 1938.

Historique matériel⁵ :

Restauré par Achille-René Grégoire, 1732 ; restauré par Joseph Ferdinand François Godefroid, 1781 ; décrit comme « légèrement crevé dans le haut », lors de son transfert au musée spécial de l'École française, 16 juin 1798 ; restauré par Georges Stanislas Capados Pereira, 1844 (« déverni, crevasses rebouchées, restauré et reverni ») ; roulé par Émile Mortemart, 1863.

Propriétaire : État

Affectataire : Musée du Louvre, Département des Peintures

La fiche de constat d'état et de préconisations élaborée en 1985 par France Dijoud est jointe en annexe.

⁴ Cf. Notice du Musée du Louvre : <https://collections.louvre.fr/ark:/53355/cl010053084>

⁵ Recherches par Oriane Lavit en s'appuyant sur l'ouvrage de Delphine Bastet, les archives nationales, les archives de Notre-Dame et le dossier du C2RMF.

2.5 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

2.5.1 Moyens d'accès en hauteur

Les moyens d'accès en hauteur (gazelles, échafaudages) sont à la charge du titulaire et sont conformes au code du travail. Les habilitations de montage, les procès-verbaux de vérifications de matériels devront être présentés à la maîtrise d'ouvrage en tant que de besoin.

2.5.2 Déroulage de la toile du *Christ guérissant le paralytique*, de Bon Boullogne - n° d'inventaire du musée du Louvre : M.I. 304

A l'issue des allers-voir organisés pour la consultation des entreprises, le *Christ guérissant le paralytique*, de Bon Boullogne aura été ré-enroulé et conservé dans les réserves du musée du Louvre à Liévin (62).

Au démarrage de la restauration du tableau, le titulaire est chargé de son déroulage.

Cette prestation est organisée en coordination avec le centre de conservation du Louvre et le département des peintures du musée du Louvre.

Un délai de prévenance de 3 semaines est nécessaire.

2.5.3 Constat d'état de prise en charge

Le titulaire est chargé d'établir un constat d'état de prise en charge avec relevé graphique des altérations pour les œuvres ;

En fonction du plan de charge de leur photographe, le C2RMF pourrait réaliser l'imagerie scientifique du Joseph Parrocel et du Bon de Boullogne seulement après sa mise sur châssis du tableau dans le cadre d'une mission au CCL.

2.5.4 Restauration fondamentale du support

Sur la base de son constat d'état, le titulaire réalise les prestations suivantes relatives au support : Dans le cadre du présent marché, les prestations suivantes sont regroupées sous le terme de Restauration fondamentale du support :

18. refixage et consolidation préalables si nécessaire ;
19. refixage généralisé si nécessaire ;
20. mise sur châssis éventuelle, avant reprise du rentoilage pour la réalisation du nettoyage ;
21. reprise structurelle du support ;
22. fourniture d'un châssis neuf flottant et mise en place de la toile sur le nouveau châssis, compris réglage de la tension de la toile sur le châssis ;
23. mise en place d'une protection arrière contre la poussière. Le tyvek sera employé. La protection sera posée entre le châssis et la toile. Elle ne devra pas masquer le châssis ;
24. marquage de la toile ;
25. documentation des interventions.

2.5.5 Restauration fondamentale de couche picturale

Sur la base de son constat d'état, le titulaire soumet des propositions-tests afin de déterminer le protocole ou le degré d'intervention retenu et réalise les prestations suivantes relatives à la couche picturale de l'œuvre :

- ~~26.~~ dépoussiérage ;
27. dégrassage ;
28. nettoyage :
 - allègement du vernis ;
 - élimination des repeints désaccordés et des mastics débordants ou inappropriés ;
29. réintégration picturale comprenant le masticage, la reprise des mastics anciens conservés et la retouche colorée;
30. vernissage, en plusieurs étapes si nécessaire, notamment entre les prestations ci-dessus
31. documentation des interventions.

2.5.6 Fabrication d'un cadre doré pour la *Prédication de Saint Jean-Baptiste dans le désert*, de Joseph Parrocel, uniquement

La fabrication d'un cadre doré comprend :

- La réalisation d'un nouveau cadre en bois, compris dorure, patine, aménagement de sa feuillure,
- La mise en place d'un système d'accrochage adapté, compris fourniture d'un plan de positionnement du système sur le cadre
- et la remise du tableau en cadre.

Le cadre sera identique au cadre du tableau *la Visitation*, de Jean Jouvenet, actuellement à la cathédrale Notre-Dame de Paris (technique, profil, traitement de surface de la dorure) :

- Le profil est de 20 cm.
- cadre doré à la feuille d'or fin 22 carats, posée à la détrempe

Le titulaire réalisera un relevé précis de la moulure du cadre de la *Visitation* de Jean Jouvenet dans la cathédrale Notre-Dame de Paris. Une photographie de ce cadre est annexée au présent CCTP (Annexe n° 3).

Le titulaire fabrique ce cadre dans son atelier et prend en charge le transport pour la remise du tableau en cadre. La localisation de la mise sous cadre sera précisée ultérieurement (Centre de conservation du Louvre ou cathédrale Notre-Dame de Paris)

2.5.7 Participation aux opérations d'accrochage dans la cathédrale Notre-Dame de Paris pour la *Prédication de Saint Jean-Baptiste dans le désert*, de Joseph Parrocel, uniquement

La cathédrale Notre-Dame de Paris est un lieu de culte ouvert 7 jours sur 7 et accueillant un grand nombre de fidèles et de visiteur. L'accrochage de la *Prédication de Saint Jean-Baptiste dans le désert*, de Joseph Parrocel, dans la cathédrale Notre-Dame de Paris sera réalisée hors horaires d'ouverture au public.

2.5.8 Participation aux réunions

Le pouvoir adjudicateur organise en tant que de besoin des réunions du comité de suivi afin de constater l'avancement et de valider les modalités de restauration à chaque étape de la restauration, conformément à l'article 4.3 du CCAP. Ces réunions se tiennent au centre de conservation du Louvre. La présence du titulaire est obligatoire.

2.5.9 Actions de communication et de valorisation de l'opération et des métiers

Le titulaire participe activement aux actions de communication et de valorisation de l'opération mises en place par le pouvoir adjudicateur. Il est précisé, à titre d'information, et sans que cette liste ne soit exhaustive, ni exclusive, que ces actions sont susceptibles de comprendre :

1. interviews ou conférences de presse ;
2. présentations aux mécènes ;
3. interventions à l'occasion de colloques ou séminaires professionnels ;
4. médiation auprès du public.

Le nombre et la durée des actions est évalué à six (6), sur une demi-journée chacune.

En outre, dans un objectif de formation professionnelle aux métiers de la conservation-restauration, le titulaire inclut dans son équipe des stagiaires ou apprentis et assure leur encadrement.

3 DOSSIER DE RESTAURATION

À l'issue de la restauration de l'œuvre, et au plus tard un (1) mois après la réunion constatant cet achèvement, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur un dossier de restauration. Il est remis au pouvoir adjudicateur en :

- quatre (4) exemplaires papier au format A4 ;
- quatre (4) exemplaires numériques au format A4 sur quatre supports physiques (clé USB). Les fichiers sont au format MicrosoftOffice, OpenOffice ou LibreOffice. Une copie de chaque fichier est ajoutée au format pdf.

Ces exemplaires sont à destination de la maîtrise d'ouvrage, qui en assurera la diffusion auprès des institutions du ministère de la culture (département des Peintures du musée du Louvre, C2RMF, etc.)

Le dossier de restauration est conforme au chapitre 5 « Documentation et communication » de la norme européenne NFEN16853 « Conservation du patrimoine culturel – Processus de conservation – Prise de décisions, programmation et mise en œuvre » : « Les responsabilités de chacun en matière de documentation, qu'il s'agisse de son format et de son contenu ainsi que des modalités de communication interne entre les parties doivent être établies dès le début du processus »

Ainsi, le dossier de restauration comprend notamment :

- une page de garde mentionnant les éléments d'identification précise du tableau (n° d'inventaire du Musée du Louvre)
 - localisation de l'immeuble abritant l'objet mobilier protégé ;
 - désignation de l'objet mobilier (nom, auteur, année de création, référence inventaire, type et date de protection ;
 - noms et prénoms des restaurateurs impliqués (diplômés, stagiaires ou apprentis).
 - propriété et maîtrise d'ouvrage de la restauration ;
 - dates de restauration ;
- un rappel des objectifs de l'intervention ;
- un rappel de l'état du bien avant intervention ;
- l'ensemble des protocoles et procédés d'intervention sur le support, la couche picturale et le cadre ;
- les matériaux et produits utilisés, accompagnés de leurs fiches techniques, la documentation graphique et photographique légendée, réalisée avant, pendant et après l'intervention ;
- une synthèse sur l'état du bien après intervention et des préconisations pour son suivi ultérieur, selon un modèle fourni ou non par l'institution propriétaire
- des illustrations photographiques de l'état de l'œuvre avant, pendant et après la restauration

3.1 CALENDRIER

La durée prévisionnelle de restauration de la *Prédication de Saint Jean-Baptiste dans le désert*, de Joseph Parrocel (M.I. 319) est de 10 mois



La date prévisionnelle de démarrage des prestations de restauration est la suivante :

1^{er} septembre 2025

La durée prévisionnelle de restauration du *Christ guérissant le paralytique* de Bon Boullogne (M.I. 304) est de 10 mois.

La date prévisionnelle de démarrage des prestations de restauration est la suivante : 1^{er} septembre 2025.

Visas

À  le 
Cachet et signature du titulaire précédés de la mention « lu et approuvé »

4 LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Fiche de présentation de l'atelier A7 et de l'atelier A11, situés au centre de conservation du Louvre à Liévin (62)

Annexes 2a et 2b : les fiches d'inventaires des deux tableaux, établies par le musée du Louvre

Annexe 3: rapport de restauration de *La Prédication de saint Jean-Baptiste* du Joseph Parrocel de 1996-1997

Annexe 4 : photographie de *La Prédication de saint Jean-Baptiste* de Joseph Parrocel après le nettoyage effectué en 1996-1997

Annexe 5 : photographie de *La Prédication de saint Jean-Baptiste* de Joseph Parrocel 2024

Annexe 6 : constat d'état de *La Prédication de saint Jean-Baptiste* de Joseph Parrocel établi par Xavier Beugnot, Antoine Leménager, Aurèle Caudan-Vila lors de la dépose du tableau (2024)

Annexe 7 : rapport de démontage, roulage et remontage *La Prédication de saint Jean-Baptiste* de Joseph Parrocel par Antoine Leménager et Aurèle Caudan-Vila (2024)

Annexe 8 : fiche de constat d'état et de préconisations du *Christ guérissant le paralytique* de Bon Boullogne élaborée par France Dijoud en 1985

Annexe 9 : photographie du *Christ guérissant le paralytique* de Bon Boullogne en 1971

Annexe 10 : photographie du *Christ guérissant le paralytique* de Bon Boullogne en 2012